

<https://www.pressegauche.org/Afrique-du-Sud-charbon-je-t-aime-moi-non-plus>



Afrique du Sud : charbon, je t'aime, moi non plus

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 5 octobre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Les centrales à charbon ont fait de l'Afrique du Sud le premier pollueur du continent africain. Pour entrer dans la course à la transition énergétique, le pays a besoin de l'aide des pays riches. Une délégation de l'UE, des USA, du Royaume uni, de la France et de l'Allemagne a rencontré une délégation sud-africaine d'où le ministre de l'énergie, Gwede Mantashe était curieusement absent.

Tiré du [blogue de l'autrice](#).

Le charbon sud-africain a connu son heure de gloire au siècle dernier au point que Sasol, le géant chimique sud-africain avait fabriqué de l'essence à partir du charbon pour riposter aux sanctions qui frappaient le régime d'apartheid. Méthode déjà utilisée par le régime nazi qui avait des difficultés à approvisionner son armée en carburant. Les pays occidentaux n'hésitaient pas à importer du charbon sud-africain et a fermé leurs mines ; ce n'est qu'en 1986 que la France mettra fin à cette importation sous la pression des mineurs, des dockers et des militants anti-apartheid.

Si les compagnies minières ont fait fortune et peuvent toujours verser de copieux dividendes à leurs actionnaires, les mineurs doivent se contenter de maigres salaires pour un travail toujours harassant et dangereux pour leur santé et leur vie. Un recours collectif déposé en 2012 au nom des mineurs victimes de silicose ou de tuberculose va enfin aboutir au versement d'indemnités par six compagnies minières Toutes avaient recours aux travailleurs migrants venus de la province du Cap oriental, du Lesotho, du Mozambique, du Malawi ou du Botswana. La silicose a certainement tué plus de mineurs que les accidents à la mine.

La transparence pour l'obtention d'un droit d'exploitation ne semble pas une nécessité ni pour le Conseil des mines d'Afrique du Sud, ni pour le ministère des Minerais et de l'Energie. Il n'y a pas de répertoire clair et à jour des petites compagnies, non cotées en bourse, qui opèrent dans la plus parfaite ignorance des lois protégeant les populations et l'environnement. ArmaranthCX, un cabinet de consultance a essayé de dresser une carte la plus précise possible de toutes les mines de charbon en exploitation. A sa grande surprise il a découvert une pléthore de petites mines en activité dans la province du Mpumalanga, la province du charbon et des centrales thermiques, qui empoisonnent l'air, l'eau et tous les fragiles écosystèmes environnants, y compris ceux qui sont en théorie protégés, pour engranger de copieux profits. <https://www.dailymaverick.co.za/art...>

Cette carte est révélatrice de la persistance de l'exploitation du charbon dans des conditions, selon les mots de Paul Miller, directeur d'ArmaranthCX, que certains dans l'industrie minière ou au gouvernement « préfèrent que vous ne sachiez pas et que vous ne voyiez pas ». Le charbon n'a pas dit son dernier mot et sa disparition annoncée et programmée à chaque grand messe consacrée au climat semble bien loin de la réalité.

Pourtant le gouvernement est bien conscient que ces mines sont appelées à disparaître et qu'il doit parier sur les énergies renouvelables, surtout après la gabegie de la centrale géante de Medupi qui accumulé retards et malfaçons, augmentant d'autant un budget déjà conséquent avec un prêt du FMI et des banques occidentales. <http://renapas.rezo.net> Il n'est plus temps de tergiverser alors que la COP26 va démarrer à la fin du mois d'octobre et les émissaires occidentaux venus discuter avec l'Afrique du Sud ne repartiront pas les mains vides, la délégation sud-africaine lui a remis un plan d'aide financière car la transition énergétique à un coût.

Eskom, la compagnie nationale d'électricité est couverte de dettes, ses dirigeants ayant accumulé erreurs de gestion, incompetence et pillage des ressources, elle n'est pas en mesure d'assurer financièrement la transition

énergétique nécessaire en mettant ses plus vieilles centrales au charbon au rebut. C'est pourquoi la délégation sud africaine a proposé un plan, Just Transition Financing Facility, pour faciliter le financement d'une transition juste par les pays riches. L'enjeu est de taille pour les compagnies minières sud-africaines car il ne s'agit pas seulement de verdir leurs activités mais de rester attractives sur le marché de l'énergie.

Le ministre des Minerais et de l'Energie, Gwede Mantashe, ne voit pas les choses comme sa collègue, Barbara Creecy, ministre des Forêts, des Pêcheries et de l'Environnement. Son porte-parole a tenu un discours étonnant il y a quelques jours lors d'une conférence dans la province du Limpopo : « l'attaque contre le charbon est prématurée. Les investisseurs qui souhaitent continuer à investir dans le charbon doivent le faire » et d'annoncer que le ministère continuera d'accorder des licences pour l'ouverture de mines de charbon. Fausse note ou divergence radicale ?

Alors que les élections de novembre vont renouveler les conseils municipaux, l'énergie a de fortes chances de s'inviter dans les débats alors que les coupures d'électricité plongent régulièrement le pays dans le noir, que les plus pauvres ne peuvent pas payer des factures qui s'envolent et que les mines emploient encore des centaines de milliers de mineurs et que des licenciements risquent de provoquer une forte riposte des syndicats des mineurs dans un pays où le taux de chômage dépasse les 35% de la population en âge de travailler.